

Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne

Un recueil de textes en réponse à

*Agir sur les changements climatiques :
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,*

un document de consensus lancé en mars 2015



McGill



McGill

Faculté des sciences



Association francophone pour le savoir



À PROPOS DE L'ORGANISME

CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC

ERIK BOUCHARD-BOULIANNE

La CSQ représente plus de 200 000 membres, dont près de 130 000 font partie du personnel de l'éducation. Elle est l'organisation syndicale la plus importante en éducation et en petite enfance au Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services de garde, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, Veuillez contacter
bouchard-boulianney.erik@acsq.org

SITE INTERNET OFFICIEL
acsq.org



PARTICIPATION DE LA CSQ ET DES ÉTABLISSEMENTS VERTS
BRUNDTLAND À LA DERNIÈRE MARCHE « ACTION CLIMAT »



Le rôle des travailleurs dans la transition vers une économie plus sobre en carbone

Une entrevue avec Erik Bouchard-Boulianne, CSQ

Propos recueillis par madame Divya Sharma, *Dialogues pour un Canada vert*

Cette contribution est une entrevue avec Erik Bouchard-Boulianne, économiste spécialisé sur les questions de finances publiques, du rôle de l'État et des services publics et la répartition de la richesse, de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Question des Dialogues pour un Canada vert :
Que peut-on faire pour assurer qu'une transition vers une économie sobre en carbone ne pénalise pas les travailleuses et travailleurs?

Erik Bouchard-Boulianne : Il est vraiment important de se préoccuper de l'effet de la transition vers une économie sobre en carbone sur les travailleurs. Toutes les provinces vont vivre des changements importants : il va y avoir des secteurs gagnants puis des secteurs perdants. Il faut réaliser qu'une transition vers une économie

plus sobre en carbone créera beaucoup d'emplois, par exemple dans les secteurs de la rénovation résidentielle, pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, ou dans les infrastructures de transport collectif. Certaines recherches ont montré que ces secteurs requièrent beaucoup de main-d'œuvre et créent plus d'emplois que les secteurs à haute intensité en carbone^{3,4}.

Au Québec, cette transition vers une économie sobre en carbone serait avantageuse parce que les importations de pétrole représentent une très grande part du déficit de notre balance commerciale. En 2014, nous avons importé environ 18 milliards de dollars

3 Lee, M., et Card, A. (2012). A Green Industrial Revolution : Climate Justice, Green Jobs and Sustainable Production in Canada. Centre canadien de politiques alternatives, pp. 63, <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2012/06/Green%20Industrial%20Revolution.pdf>

4 Blue Green Canada (2012). More Bang for our Buck: How Canada Can Create More Energy Jobs and Less Pollution, pp. 26, <http://bluegreencanada.ca/sites/default/files/resources/More%20Bang%20for%20Buck%20Nov%202012%20FINAL%20WEB.pdf>

1 <http://www.evb.lacsq.org/accueil/>

2 <http://www.un-documents.net/our-common-future.pdf>
En français: https://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland

de produits pétroliers. La réduction de ce type d'importation au Québec serait donc bénéfique pour l'ensemble de l'économie. Malgré tout, toujours en prenant l'exemple du Québec, il y aura des secteurs gagnants puis des secteurs perdants, alors il est important de prendre en compte les effets de la transition, notamment sur les travailleuses et les travailleurs.

La transition sera plus complexe là où les contractions que certains secteurs vivent sont concentrées sur le plan géographique. Je pense à l'Alberta, une province productrice de pétrole. Pour elle, les effets d'une transition vers une économie sobre en carbone pourraient être plus importants. Le soutien qu'il faudra apporter aux régions qui vont être plus durement touchées devra donc être important. Sinon il sera impossible pour les populations de ces provinces d'appuyer la transition vers une économie plus verte. Juste une anecdote : quand je suis arrivé pour étudier à Calgary, je suis allé acheter des choses pour mon appartement. Toutes les personnes à qui nous avons acheté les meubles travaillaient dans le secteur de la production pétrolière : un ingénieur qui construisait des hangars pour les camions des sables bitumineux, un autre comme sous-traitant du secteur pétrolier, etc. Ces gens-là seraient évidemment durement touchés par la transition vers une économie sobre en carbone.

La question est la suivante : Que peut-on faire pour assurer qu'une transition vers une économie sobre en carbone ne pénalise pas les travailleuses et travailleurs ? C'est simple. Il faut mettre en œuvre des programmes d'accompagnement pour les travailleurs qui seraient touchés, ceux et celles qui perdraient leurs emplois, par exemple. Et donc, il faut avoir des mesures de requalification, de formation, et d'assurance-emploi très solides, très développées.

Les dernières réformes que le gouvernement fédéral a faites réduisent la capacité du système qui accompagne les travailleurs, diminuent la générosité des prestations et l'accès à l'assurance emploi. Elles ne vont pas du tout dans la direction qu'il faudrait prendre dans la transition vers une économie sobre en carbone. Au contraire, les personnes qui perdent leurs emplois doivent être accompagnées le mieux possible afin de les aider à trouver un emploi dans d'autres secteurs. Les mesures d'accompagnement des travailleurs sont de deux ordres : la formation, et des prestations qui leur permettent de vivre pendant cette période de transition.

Un autre élément de la transition vers une économie sobre en carbone touche peut-être moins spécifiquement les travailleuses et les travailleurs, mais plus largement la portion plus démunie de la population, c'est-à-dire les moins fortunés. La première orientation stratégique du rapport *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* est de mettre un prix sur les émissions de carbone par une taxe ou un système d'échanges de crédits. De telles mesures, tout à fait justifiées au niveau économique et environnemental, vont inévitablement avoir pour conséquence de hausser le prix de l'essence ou de l'huile à chauffage, ce qui affectera plus durement les plus pauvres de la société. Il faut donc trouver un moyen de soutenir ces personnes-là, pour qu'elles ne soient pas pénalisées et affectées dans leur qualité de vie, par exemple en étant obligées de baisser le thermostat de la maison à 10°C ou 15°C parce que le chauffage coûte trop cher.

Il faut prendre en compte les effets des mesures, notamment celle du prix du carbone, sur les plus vulnérables. Il est donc important de ne pas considérer seulement les travailleurs – il faut regarder l'ensemble de la population. C'est un aspect vraiment

important qui n'est peut-être pas suffisamment pris en compte. Je pense à la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique, par exemple, où les mesures de soutien aux plus

démunis comme les crédits d'impôt auraient mérité d'être un peu plus généreuses. Cela permettrait aussi de hausser le niveau de la taxe afin d'accélérer la transition.



À PROPOS DE L'INITIATIVE

DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB
sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques